

PREMIÈRE PARTIE

L'EXERCICE DE LA PRESSE AU XIX^e SIÈCLE

Lecteurs et lectures : les usages de la presse au XIX^e siècle

Judith LYON-CAEN

8 ventôse an X (26 février 1802) : le jour de naissance de Victor Hugo peut être emprunté comme une porte d'entrée, parmi d'autres, dans l'imposant monument de la presse du XIX^e siècle. Le *Journal des débats*, créé trois années auparavant, se situe à la tête des journaux de l'époque, avec 10 000 abonnés. Les trois grands autres journaux, la *Gazette de France*, *Le Publiciste* et *Le Moniteur* ne dépassent pas les 3 800 exemplaires chacun. De quoi s'agit-il, matériellement ? D'un journal de quatre pages – soit une feuille pliée en deux – de format 23x35 cm, présenté sur deux colonnes. Le quart inférieur de la page est séparé du reste du journal par une ligne noire : c'est le feuilleton du « rez-de-chaussée », consacré à l'actualité culturelle et savante, – innovation récente, introduite en 1799 par les frères Bertin quand ils rachètent les *Débats*. Le lecteur, qui, étant donné le format, peut aussi bien se tenir debout ou assis et disposer ou non d'une table, y lit d'abord des nouvelles étrangères, qui arrivent d'Italie, de Suède, d'Allemagne et d'Angleterre. En page 3, sous la rubrique « République Française », s'égrène une série de nouvelles diverses, jamais longuement développées, qui portent aussi bien sur les réformes administratives que sur des événements plus quotidiens (un incendie, l'arrestation de deux émigrés impliqués dans une affaire de faux billets). Sous notre regard contemporain, épris d'informations exactes publiant leurs sources et justifiant leur importance par elles-mêmes, tout est étrange : il n'y a ici aucune mise en perspective permettant au lecteur ignorant

de renouer avec le fil de l'information française ou étrangère. Lecture d'initiés, le journal de la fin du Consulat est aussi un journal étroitement surveillé et contrôlé : le *Journal des débats*, quoique mal vu par Bonaparte, est l'un des rares journaux politiques à avoir survécu aux épurations successives enclenchées par l'arrêté du 27 nivôse an VIII, qui avait supprimé les trois quarts des journaux politiques existants. Quelques années plus tard, Le *Journal des débats*, rebaptisé *Journal de l'Empire* et toujours très surveillé, est devenu, comme les autres journaux politiques, l'un des instruments de la « tyrannie bavarde » établie par Napoléon, selon le mot de M^{me} de Staël.

L'autre grande étrangeté, pour nos yeux d'aujourd'hui, réside dans le rapport au temps de l'information : les nouvelles de l'étranger portent en effet des dates plus ou moins éloignées de la date du jour, qui soulignent combien une « nouvelle » prend du temps à arriver. Bien que quotidien, le journal charrie avec lui un halo de « nouvelles » qui s'étalent dans un passé plus ou moins proche : la profondeur temporelle du journal n'est pas celle des vingt-quatre heures écoulées depuis la publication du précédent numéro, mais les longues journées qu'il faut pour parcourir la France et l'Europe à cheval, en hiver de surcroît. Les nouvelles de Suède ont plus de vingt jours, celles d'Allemagne ou du Danemark entre dix jours et deux semaines, celles d'Angleterre une semaine. Publié à Paris le 8 ventôse, cet exemplaire ne parviendra de toute façon à ses abonnés provinciaux que plusieurs jours plus tard : la malle-poste, qui transporte les liasses de numéros, atteint encore Calais en trente-huit heures en 1814.

22 mai 1885 : la date de la mort du grand poète nous conduit, sinon à sortir du siècle, du moins à passer au journal triomphant de la Belle Époque, – terminus de notre exploration. Le plus populaire des journaux du temps, *Le Petit Journal*, vendu un sou, soit 5 centimes, tire autour de 600 000 exemplaires. Comme son concurrent *Le Petit Parisien*, qui tire à plus de 300 000, il est principalement vendu au numéro, et arrive en province dans la journée grâce au chemin de fer. En cette fin de siècle, les tirages cumulés des principaux quotidiens parisiens dépassent le million et demi d'exemplaires. Quelques années plus tard, à la veille de la Première Guerre mondiale, ils frôlent les 5 millions d'exemplaires, dépassant les tirages britanniques. Si l'on y ajoute le tirage des journaux provinciaux, qui atteint 4 millions d'exemplaires en 1914, on arrive à 9 ou 9,5 millions d'exemplaires, soit un journal pour moins de 5 habitants. Le quotidien arrive au premier rang des produits de grande consommation.

En cette année 1885, si les feuilles à un sou dominent largement les tirages, l'offre journalistique est considérable : du *Matin*, nouvellement créé et adepte du télégraphe, « seul journal recevant par fils et services spéciaux les dernières nouvelles du monde entier », au *Figaro*, réputé pour son sérieux et sa qualité littéraire, fleurissent des dizaines de titres, affranchis depuis 1881 de la censure politique, représentant toutes les tendances imaginables de l'échiquier politique. Ce journal triomphant s'impose, littéralement, à son lecteur : avec un format qui dépasse souvent 60 cm en hauteur et 45 cm en largeur, il faut s'adosser pour le lire debout, disposer d'une grande table ou entreprendre de le plier. Disposées sur cinq colonnes, les nouvelles s'enfilent les unes à la suite des autres ; parfois des titres en bandeaux ou en semi-bandeaux, barrant l'espace de la page, permettent d'isoler d'un coup d'œil les événements importants. Les titres informatifs se multiplient, très souvent suivis d'un « sommaire » de l'article en caractères gras, qui accroche l'attention et permet au lecteur pressé de s'informer sans lire le détail des articles.

Le numéro du *Matin* de ce 22 mai 1885 donne toute la mesure de ce bouleversement de l'offre de lecture, mais aussi du nouveau rapport au temps du quotidien, puisqu'il propose à son lecteur non seulement un récit des événements survenus la veille, mais une mise en page spectaculaire du déroulement du temps de la journée. En première page, après un éditorial politique, qu'on nomme alors « premier Paris », sur « l'hégémonie conservatrice », puis quelques nouvelles parvenues « par fil spécial » sur la situation des Anglais en Égypte, on lit, en haut de la troisième colonne, en ce lieu central qui attire immédiatement l'œil :

VICTOR HUGO

LA MALADIE DU GRAND HOMME RESTE STATIONNAIRE

La lutte contre la mort – les crises de la journée –

le repos du soir – Victor Hugo

et ses enfants – l'opinion des médecins.

Telle est donc l'annonce du menu, que la suite de la colonne respecte plus ou moins fidèlement. Une série de nouvelles séparées par des intertitres figure le déroulement de la journée douloureuse du 21 mai : « La journée », « La soirée », « Dernier bulletin », « Démarche du cardinal Guibert » (qui propose, en vain, d'assister Victor Hugo dans la mort). En page 2, au milieu de la colonne centrale, apparaît une rubrique de « Dernière heure » qui se veut donc

composée plus tard, et qui offre une actualité plus fraîche encore : « Le dénouement – Victor Hugo est à l'agonie ». On peut lire, composé en caractères légèrement plus gros, plus épais et plus espacés que dans le reste du corps du journal, le texte suivant :

À cinq heures du matin, le grand poète est à l'agonie.

M. Armand Gouzien, un des intimes de la maison, a dit au rédacteur du *Matin* que la mort est proche.

Dans l'entourage du maître, on croit qu'il succombera dans la matinée.

Il y a là dans la rue des représentants de toute la presse.

On attend avec une anxiété qui poigne au cœur les plus sceptiques, le fatal dénouement.

Le jour se lève, noyé dans la grise tristesse d'une pluie fine et pénétrante.

La porte à laquelle vainement on a sonné jusqu'ici s'entrouvre. M. Armand Gouzien donne la douloureuse nouvelle.

On attend de minute en minute le dénouement fatal.

Le lecteur du *Matin* pourra donc bénéficier de cette information saisie à la dernière minute, qui tend à faire presque coïncider le temps de la lecture avec celui de l'événement. D'où la rédaction au présent de cette brève, micro-reportage où rien ne manque : ni la figure du reporter, battant le pavé à 5 heures du matin, prêt à tout pour avoir la primeur de l'information, ni la mise en scène de la « capture » de l'événement, dilatée par rapport à l'événement lui-même, non encore advenu. C'est dans cette tension du « presque », mise en scène avec une grande virtuosité, que réside toute l'excitation de la lecture. « On en est là », au matin du 22 mai, jusqu'à l'édition spéciale ou au journal du soir qui ne manqueront pas d'annoncer la nouvelle attendue. Les petits crieurs de journaux la répandront dans Paris comme une traînée de poudre. La journée du 22 se trouve ainsi tendue, pour les milliers de lecteurs parisiens du *Matin*, entre ces deux moments : le journal enserre désormais le quotidien.

Il y a bien d'autres choses à lire dans ce numéro du 22 mai, et celui qui voudrait se livrer à une lecture cursive, à la manière d'un lecteur du début du XIX^e siècle, y consacrerait plus d'une heure. L'abondance de la titraille est là pour guider l'œil vers les rubriques, ou pour proposer une première appréhension du journal. Certains titres ne sont d'ailleurs suivis que d'un contenu laconique, appelant une lecture hachée, elle-même télégraphique, du journal, comme cette brève en bas de première page :

La mère de M. Waddington

(par service spécial)

Rome, 21 mai : On télégraphie de Florence que la mère de M. Waddington, va mieux ; les médecins espèrent pouvoir la sauver.

Le lecteur pressé va à l'essentiel, au plus gros. Les autres peuvent interrompre leur lecture au gré de leurs activités et reprendre là où ils l'ont laissée, en naviguant grâce aux titres. Le journal des premières décennies du XIX^e siècle, avec sa composition serrée, dépourvue de toute accroche, exigeait pour son lecteur du temps, de la continuité, de l'habitude et de la tranquillité sans doute. Sa lecture était souvent collective : au groupe alors d'imposer son rythme, d'insérer ses commentaires, d'esquisser la mise en perspective qui manque.

On pourrait continuer indéfiniment l'exercice qui vise à restituer un peu de la matérialité de l'expérience de lecture du journal au XIX^e siècle. Le journal est entré dans la vie quotidienne de millions de Français en l'espace de quelques décennies, à coups d'inventions audacieuses et de progrès techniques qui seront évoqués dans les chapitres à venir. Mais que sait-on des lectures et des usages effectifs de ces journaux ? L'historien se trouve ici confronté à un curieux paradoxe : celui de la pléthore et de l'absence de traces. Pléthore de journaux lus, milliers puis millions de pages imprimées chaque jour, selon des formats variés et dans des présentations toujours plus complexes. Pléthore également des commentaires, triomphants ou alarmistes, sur l'entrée en lecture périodique d'un public de plus en plus ample. Rareté, en revanche, des « archives » de lecture qui donneraient accès aux appropriations différenciées et singulières de ces pages qu'aucune vie d'historien ne pourrait suffire à parcourir. Ici et là, on trouve bien des notations dans un journal intime ou une correspondance : événements frappants du jour, habitudes de lecture, journaux favoris ou détestés. Mais la lecture du journal, devenant de plus en plus familière au fil du siècle, se fait par là même plus discrète. Les notations sur la lecture ne sont jamais plus nombreuses que sous la Restauration et la monarchie de Juillet, dans les périodes de liberté de la presse retrouvée et lorsque la baisse du prix du journal, divisé par deux en 1836 par Émile de Girardin, accompagne un premier saut dans les tirages. À la même époque, les illustrateurs ne cessent également de représenter des scènes de lecture de journal. Scènes touchantes, en ce temps où l'on croit aux mérites de l'éducation

populaire ; scènes plus angoissantes d'un lectorat frénétique, avide de nouvelles ou impatient de la suite d'un roman-feuilleton. Plus tard, quand le quotidien est partout et que les numéros de la semaine précédente, cessant d'être un objet de valeur, peuvent servir à envelopper les pains de sucre ou les salades, sa lecture devient plus insaisissable.

Disons-le d'emblée : les sources d'une histoire des usages du journal sont ténues, et le lecteur singulier, – expérimenté ou débutant, indifférent ou avide, solitaire ou entouré, admiratif ou dégoûté, régulier ou occasionnel, jeune ou vieux, homme ou femme –, ce lecteur-là nous échappe. Où le saisir derrière les déclarations des fringants directeurs de journaux partis conquérir, éclairer et éduquer, disent-ils, un nouveau public de lecteurs ? Que disent de ces mêmes lecteurs les chantres de l'éducation populaire, les enthousiastes de l'abaissement du prix des journaux ? Voici, sous leur plume, les chaumières de France touchées par la grâce de l'actualité comme par les charmes et les enseignements du moderne roman-feuilleton, reléguant au rayon des vieilleries illisibles les antiques livrets du colportage. Que disent, à l'inverse, les si nombreux pourfendeurs de la presse, ces ennemis du roman-feuilleton, défenseurs du bon goût, des belles lettres et d'un débat politique strictement élitiste ? Quant aux rubriques des « courriers de lecteurs », elles apparaissent souvent, comme de nos jours, rédigées par les journalistes eux-mêmes. Quand ce n'est pas le cas, elles témoignent avant tout de ce qu'une rédaction décide de mettre en avant : obéissant à des critères de sélection d'autant plus redoutables qu'ils demeurent implicites, ces courriers servent à lancer ou à faire enfler une polémique, mettent en scène les effets bienfaisants de la lecture du journal, dessinent les silhouettes de « bons » lecteurs. Ils tiennent un discours sur le journal et ses lectures. Néanmoins, tous ces discours sur la lecture des journaux, qui parlent avant tout de lectures postulées, programmées, fantasmées ou redoutées, constituent une source majeure : avec le journal lui-même, dans sa forme et dans sa présentation changeantes, ils offrent le principal moyen d'accès aux pratiques des lectrices et des lecteurs du XIX^e siècle.

Le triomphe du journal

Les historiens du livre et de la lecture ont souvent vu le XIX^e siècle comme le moment du triomphe du livre : il faudrait sans doute plutôt parler du triomphe de l'imprimé et, plus précisément, de l'imprimé périodique. Car c'est par la presse, celle du roman-feuilleton et des quotidiens à un sou, que les nouveaux alphabétisés entrent dans la lecture. Les contemporains eux-mêmes ne cessent d'en établir le diagnostic, tantôt pour vanter le rôle du journal dans l'acculturation des classes populaires à la lecture, tantôt, sur un mode chagrin, pour attirer l'attention sur la crise de la librairie ou stigmatiser l'immoralité et la faiblesse des lectures du peuple. Victime de la crise de la librairie à la fin de la Restauration, Balzac a tôt souligné, pour tenter de la contrer, cette captation du lectorat disponible par le journal : « Il n'y a pas de livre dont la lecture soit possible après celle des journaux », note-t-il dans *Le Voleur* (10 décembre 1830). Plus avant dans le siècle, on observe que les classes populaires viennent à la lecture par le journal, et par le roman-feuilleton en particulier : « L'utilité [du roman-feuilleton] n'est pas contestable dans le passé ; il a formé des générations de lecteurs superficiels, sans doute, mais qui font passer dans les mœurs le goût et le besoin de la lecture. Quand le roman-feuilleton se sera éteint ou transformé, il restera un peuple de lecteurs à qui il sera permis alors d'offrir quelques idées [...] comme les complaintes et les almanachs, le roman-feuilleton aura eu son utilité. » [76, p. 333]

Quelques données permettent de prendre la mesure de cette mutation. En 1803, les onze titres de quotidiens parisiens autorisés par le pouvoir représentent un tirage journalier de 36 000 exemplaires. Entre 1830 et 1914, la presse parisienne, dont la diffusion est à la fois parisienne et provinciale, voit ses tirages multipliés par soixante. Deux moments de changements d'échelle se détachent : la rupture de 1836, tout d'abord, avec la division par deux du prix de l'abonnement, qui passe de 80 à 40 francs et permet en deux décennies le doublement des tirages, qui atteignent 145 000 exemplaires en 1845. La rupture de 1863, ensuite, avec l'affirmation de la presse vendue au numéro pour un sou (5 centimes) : entre 1845 et 1870, les tirages quintuplent et dépassent le million d'exemplaires (dont 600 000 pour la presse à un sou en 1870). Les quatre-vingts quotidiens parisiens atteignent, en 1914, 5,5 millions d'exemplaires. Dans le même temps, la presse provinciale connaît aussi une croissance considérable, passant de quelque 3 000 exemplaires sous l'Empire à près de 60 000 au milieu du siècle et à 350 000 en 1870.

La Troisième République correspond également à une hausse exponentielle : de 750 000 exemplaires quotidiens en 1880, la presse des départements passe à 4,5 millions à la veille de la Grande Guerre.

Cette hausse des tirages accentue la courbe, plus lente et plus ancienne, de l'augmentation du lectorat. Plus de 50 % des conscrits sont analphabètes en 1832, contre moins de 5 % en 1914 : l'analphabétisme recule fortement, en dépit de fortes variations régionales. La population de Paris et des grandes villes, les campagnes du nord et du nord-est de la France devancent le mouvement. Ce n'est pourtant pas parce qu'on sait lire qu'on peut lire le journal, et moins encore l'acheter. Les gouvernements du premier XIX^e siècle ont à cœur non seulement de contrôler et de censurer le contenu des journaux, mais aussi d'en limiter le nombre et la diffusion. Sauf quelques intermèdes (entre mars 1848 et juillet 1850 notamment), l'obligation de déposer une caution, régulièrement aménagée et renouvelée, ainsi que les modulations de l'impôt du timbre et les taxes postales, font de la presse politique, jusqu'à la fin du Second Empire, une aventure coûteuse pour les entrepreneurs de presse comme pour les lecteurs. Le journal est un bien cher, que seule une infime minorité peut acquérir. Le prix des abonnements s'élève constamment jusqu'à la fin de la Restauration, pour atteindre un palier de 80 francs en 1828. En 1836, *La Presse* et *Le Siècle* parviennent à diviser l'abonnement par deux, en pariant sur l'augmentation du lectorat et un financement par la publicité. Mais 40 francs demeurent une somme considérable, quand un instituteur gagne 500 francs par an, un petit employé ou un ouvrier qualifié à Paris entre 800 et 1 000 francs. En 1871, l'abonnement annuel des quotidiens politiques se maintient à 36 francs. Le changement majeur, on l'a dit, vient des quotidiens à un sou, qui ne se donnent pas comme politiques et sont vendus au numéro. Dans les décennies qui suivent leur apparition, avec la libéralisation de la presse politique voulue par le gouvernement républicain, tous les grands quotidiens développent ce type de vente et s'alignent sur le tarif de 5 centimes.

L'autre révolution qui rapproche la presse de son lectorat potentiel tient aux transports. Jusqu'en 1870 pour les journaux politiques et 1856 pour les autres, la Poste conserve le monopole de la distribution des journaux en province. Même si la malle-poste est le moyen de transport le plus rapide, grâce au privilège du galop sur les routes et à sa priorité aux relais, ce monopole enchérit le prix du journal. Il en limite également la diffusion, car les bureaux de poste sont loin d'être présents sur tout le territoire (1775 en 1820, 1975

en 1830, 3010 en 1845) : le journal arrive, au mieux, dans les petits centres urbains. Dans les premières décennies du siècle, l'accélération de la malle-poste, permise par l'amélioration du réseau routier et le perfectionnement des voitures, apparaît vertigineuse pour les contemporains. La durée du voyage en malle-poste de Paris à Lyon passe de soixante-huit heures en 1814 à trente-quatre heures en 1844. Vers 1830, les villes qui se situent dans un rayon de 250 kilomètres autour de Paris reçoivent le journal de Paris le lendemain. Il faut attendre trois jours à Bordeaux, quatre à Marseille ; une semaine, et au-delà, dans les centres urbains secondaires. Le recours aux messageries privées ainsi que le chemin de fer et l'essor des bibliothèques de gares bouleversent cette situation dans la seconde moitié du siècle. Les journaux à un sou développent une politique de vente volontariste : en 1866, *Le Petit Journal* dispose ainsi dans les départements de 1200 points de vente où des vendeurs ambulants viennent prendre les numéros pour les placer alentour.

Le grand défi des hommes de presse au XIX^e siècle aura donc été la conquête d'un vaste lectorat potentiel, étranger à la lecture du journal : la baisse des prix, le développement de la vente au numéro, la pénétration du territoire ainsi que la modification des contenus du journal constituent les instruments de cette descente du journal vers les masses. Reste à apprécier ce que signifie, dans la vie quotidienne des Français, cette entrée en force de l'objet journal ; à envisager ce point aveugle de toutes les études de presse selon Pierre Albert, « la grande et insoluble question des conditions et des effets de la lecture des journaux et des magazines » [404, p. 155].

Le modèle de la presse d'opinion

L'évolution de la presse quotidienne au XIX^e siècle a souvent été décrite, à commencer par les contemporains eux-mêmes, comme un affaissement progressif du journal politique d'opinion – coûteux, à faible tirage, difficile à lire et destiné à une élite restreinte de notables et de responsables – au profit du journal d'information à grand tirage, à la ligne politique souvent plus floue et au contenu plus simple.

Dans les premières décennies du XIX^e siècle, la lecture du journal semble fortement associée à un débat politique limité, cens obliger, à une minorité fortunée. Les 200 000 exemplaires quotidiens de la